

*Initiatives ministérielles*

favorables à la taxe et toutes les autres étaient contre. Plus le temps passe et plus le nombre des Canadiens qui s'opposent à cette taxe augmente, du moins dans le sud-ouest de l'Ontario.

Pourquoi le ministre des Finances n'a-t-il pas écouté les Canadiens? Pourquoi le ministère des Finances n'a-t-il pas écouté les Canadiens? Pourquoi le gouvernement conservateur actuel n'a-t-il pas écouté les Canadiens?

Le gouvernement actuel a la réputation d'être un gouvernement qui n'écoute pas. Il a des antécédents éloquentes à cet égard, car il ne voit pas la difficulté. Il ne cesse de répéter depuis le début qu'il a hérité des libéraux une dette énorme qui l'oblige à payer des intérêts très élevés. Nous devrions examiner de près le bilan du gouvernement actuel afin de découvrir ce qui s'est réellement passé. Lorsque le gouvernement actuel a accédé au pouvoir en 1984, la dette atteignait environ 170 milliards de dollars. Aujourd'hui, elle atteint 350 milliards. Autrement dit, elle a doublé en cinq courtes années.

Qu'en est-il des impôts? Qu'en est-il des recettes brutes du gouvernement fédéral? Lorsque le gouvernement actuel a accédé au pouvoir en 1984, les recettes atteignaient 70 milliards de dollars. Aujourd'hui, elles atteignent 120 milliards. Autrement dit, elles ont augmenté de 50 milliards, soit de plus de 70 p. 100.

Les Canadiens sont bien inquiets de ce que leurs impôts ont augmenté de plus de 70 p. 100 en cinq ans. La dette a doublé. Le gouvernement parle du service de la dette. Lorsque le gouvernement a accédé au pouvoir, le service de la dette coûtait 22 milliards de dollars. Aujourd'hui, il coûte 40 milliards. Autrement dit, il coûte deux fois plus.

Du point de vue financier, le gouvernement actuel est un désastre. Il a doublé la dette de notre pays, il a doublé le service de la dette et il a augmenté les impôts de plus de 70 p. 100. Ce sont là des faits dont il refuse de parler.

Le gouvernement parle des moyens qu'il a pris pour lutter contre le déficit. Le Canadien moyen sait pertinemment qu'il n'est pas parvenu à le réduire sensiblement. Trente milliards de dollars par année pendant cinq ans ne sont pas ce qu'on pourrait appeler une réussite.

• (1630)

Voyons ce que la Chambre de commerce déclare dans son rapport prébudgétaire au gouvernement, au ministre et au ministère des Finances. Elle précise bien qu'elle s'attendait que le gouvernement se trace en 1984 un programme serré de remboursement de la dette. Mais, comme le constate la Chambre de commerce, le gouver-

nement n'a fait preuve d'aucun leadership au cours de ses cinq premières années. C'est là une critique sévère des réalisations du gouvernement.

Il ne faut pas oublier que, depuis que les conservateurs sont au pouvoir, les taux d'intérêt sont à leur niveau le plus bas de toute la décennie. Le Canada a bénéficié d'une économie croissante et de périodes de prospérité, mais le gouvernement n'a pas su bien gérer nos finances.

Depuis les cinq années qu'il est en place, le gouvernement a imposé 31 hausses de taxe au Canada. La TPS sera la trente-deuxième. Cela me semble une bien piètre façon de s'y prendre.

Les Canadiens en ont assez de se faire dire que les affaires vont bien, alors que notre dette ne cesse de croître et que tout ce qu'on trouve pour régler le problème, c'est de hausser les impôts. Il faut peser les conséquences d'une telle politique.

Dans les déclarations qu'il a publiées au cours de la dernière année, le gouvernement a dit qu'une bonne réforme fiscale exigeait que les impôts soient simples, plus simples au moins qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent. Le ministre des Finances a dit que la taxe devait être juste pour tous les Canadiens, visible, intégrée aux taxes provinciales existantes et de nature à ne pas accroître les recettes publiques.

On se rend bien compte que le gouvernement n'a pas rempli les cinq conditions de la bonne réforme fiscale qu'il avait énoncées. Cette taxe pourrait-elle être plus visible? Le ministre des Finances a dit l'autre jour qu'elle serait plus visible que la taxe de vente provinciale. Le seul endroit au Canada où elle sera plus visible, c'est l'Alberta. Elle ne sera pas plus visible en Ontario parce que la taxe apparaît déjà sur nos reçus. Nous la voyons tous les jours lorsque nous achetons quelque chose.

Sera-t-elle juste? Je ne peux voir non plus comment cette taxe pourrait être juste parce que, si nous l'examinons avec attention, nous constatons qu'il nous faudra une armée de 4 000 personnes pour la percevoir. Si le ministre des Finances cherchait sérieusement à réaliser une réforme fiscale conforme à ces principes, il aurait écouté très attentivement certaines des observations faites par le vérificateur général. Il aurait essayé de supprimer toutes les échappatoires dans le régime fiscal et baissé les taux d'intérêt. Il aurait attaqué la dette et le déficit par d'autres moyens, plus raisonnables.

Nous écoutons les Canadiens de toutes les régions qui sont passablement bouleversés par ce qui se passe au Canada. Les progressistes conservateurs sont les auteurs de l'Accord de libre-échange, de 31 augmentations de